

65^e Année. — N° 80.
Le Numéro
10 CENTIMES
BUREAUX
ET RÉDACTION:
Rue de Valenciennes, 11
Tourelles, rue Carnot, 28
Abonnement. — 5 fr. par an
Belgique. — 5 fr. par an
France. — 5 fr. par an
Union postale. — 5 fr. par an

DUBLIN, C'EST TRAHIR

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

SAMEDI
20
MARS 1920
Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
11, Grande-Rue, Fribourg
et 23, rue Carnot, Toulon

Journal de l'Europe

DIRECTRICE: Madame Veuve ALFRED REBOUX

LA LUTTE EN ALLEMAGNE CONTRE LES SPARTAKISTES

Notre canon de campagne

Dans son livre « L'Armée de Demain », paru en 1919, le général Maitrot écrit: « Notre canon de 75 est la plus merveilleuse pièce qui existe ».

En effet, son poids relativement faible, la durée très restreinte de sa mise en batterie, sa portée, la rapidité de son tir, sa construction solide lui permettant de supporter les vibrations les plus inévitables à travers des terrains chaotiques, ont fait du 75 la véritable pièce légère de campagne.

En pleine guerre, l'effort magnifique qui a doté nos armées de la plus belle artillerie du monde, n'est pas un seul instant porté sur une invention nouvelle tendant à remplacer notre pièce légère de campagne ou simplement à la modifier.

On a pu déplorer sa portée trop faible qui, dès les débuts, l'a empêché de riposter victorieusement aux pièces lourdes de l'artillerie allemande. Mais envisager un pareil inconvénient, c'est déplacer la question.

On ne saurait confondre l'emploi de l'artillerie légère de campagne avec celui de l'artillerie lourde. Et si, évitant tous les avertissements donnés depuis de longues années, la France avait eu doter ses armées d'une artillerie lourde conforme à celle que possédait l'Allemagne, les terribles mécomptes des premiers temps de guerre ne se fussent pas produits.

Donc, au point de vue de son emploi spécial, l'expérience de la guerre n'a infléchi en rien la valeur du 75.

Cependant des esprits chercheurs, parmi les spécialistes de l'artillerie, admettent que le 75 pourrait être avantageusement remplacé par un canon plus lourd, d'une portée plus grande et tirant des obus de 16 kilos. C'est ainsi que dans la « France Militaire » le colonel O. B. vient de publier une étude sur un canon de 100 m/m dont les principaux avantages seraient:

- 1° Remplir sur une plus grande profondeur de terrain les missions de harcèlement, de barrage roulant et de lutte d'artillerie.
- 2° Faciliter l'emploi d'obus chimiques efficaces.
- 3° Remplacer les calibres de 75 et de 105 m/m par un seul de 100 m/m.

Mais, le canon plus lourd conserverait-il les qualités directrices du canon léger de campagne: légèreté, mobilité, facilité de déplacement?

En résumé, tel qu'il est, le 75 est un admirable instrument. Je ne doute pas que les progrès de la chimie ne le dotent dans un avenir prochain d'un projectile nouveau augmentant sa puissance sans rien lui enlever de ses qualités actuelles.

Les questions d'organisation ont une valeur évidente; les questions d'emploi tactique en ont une bien plus grande encore.

Colonel F. B.

LES QUOTIDIENNES COMME EN RUSSIE

Ces pauvres Russes ne connaîtront jamais la liberté. Sous le régime de l'absolutisme tsariste, leurs droits étaient assez limités, comme chacun sait. Aujourd'hui, Lénine les tient dans une dépendance plus sévère encore et qui confine à l'esclavage. Pas plus que l'individu, la pensée n'est libre à Moscou ou à Pétersbourg. Le Soviet local régit les esprits et impose sa dictature à la parole et à la plume.

A voir certaines manifestations du syndicalisme français, il semble que nous marchions à grands pas, que nous courons, vers cet « idéal » pour moujiks. Un fait vient de se passer qui illustre de saisissante façon le système bolcheviste que des illuminés et des ambitieux voudraient implanter à brève échéance chez nous.

Un auteur dramatique, M. Nozière, écrit une pièce dans laquelle il se permet de tourner en caricature les mœurs syndicalistes. L'œuvre est en répétition depuis un certain temps déjà, quand le comité intersyndical du spectacle fait savoir à l'auteur qu'il doit retirer sa pièce et que s'il persiste à la faire jouer, les étudiants empêcheront les représentations d'avoir lieu.

Et voilà! La censure est rétablie par ceux qui, justement, s'étaient élevés avec le plus de véhémence, pendant la guerre, contre les restrictions apportées à la pensée. Et il ne s'agit plus, aujourd'hui, de mettre les nébécules ou les traitres dans l'impossibilité de nuire au moral du pays ou de donner des armes aux ennemis en publiant des potins de concierges ou des renseignements compromettants; il s'agit de sauver de la rillerie qui le guette au milieu d'un acte, le meneur révolutionnaire!

C'est charmant, en vérité, et cet incident nous fait goûter par avance les délices d'un régime qui laissera bien derrière lui l'époque troublée de la Terreur. Ça ne raconte que devant Robespierre personne n'osait rire ou bouger. « Je crois, disait en tremblant un député à la Convention, Je crois qu'« il » m'a regardé... » Et un autre saut la peur lui répondait: « Taisons-nous, « il » va croire que nous pensons quelque chose... » Quelle différence tout de même entre la France syndicaliste qui ne permet même pas de lever les yeux sur les idoles du temple cégétiste et le libéralisme du gouvernement bourgeois qui tolère, dans tous les théâtres, et du 1er janvier à la Saint-Sylvestre, les attaques les plus violentes, et souvent les plus injustes contre tous les organismes, fondements essentiels de notre société et leurs représentants les mieux qualifiés!

On joue actuellement à Paris, une pièce qui est un cours de bolchevisme pratique. Cette œuvre à laquelle d'admirables artistes prêtent le concours de leur grand talent, peut faire, surtout dans les circonstances présentes, beaucoup de mal aux esprits simplistes et aux caractères faibles. Le gouvernement bourgeois n'intervient pas.

Des écrivains socialistes, syndicalistes, défilistes, publient chaque jour, sur les défaits et les choses que nous respectons, d'abominables ébréchantures qui sont de la calomnie délayée dans de la bêtise et de la haine. Le gouvernement bourgeois laisse écrire. Nous ne disons pas qu'il a raison; nous constatons un fait.

On s'élève la tyrannie révolutionnaire? Après avoir « interdit » une représentation théâtrale, pourquoi le syndicalisme ne rétablirait-il pas à son profit la censure de la presse? Que la C. C. T. donne à ses adhérents des ateliers de journaux l'ordre de refuser de composer les articles qui ne sont pas assez respectueux pour les metteurs en scène de la révolution sociale, et le tour sera joué.

En Russie, quand Lénine défend quelque chose, c'est toujours « Sous peine de mort! » Nous n'en sommes pas encore à cette formule tranchante, en France. Mais déjà nos dirigeants syndicalistes donnent leurs ordres: « Sous peine de grève ou de sabotage!... »

Et dire que nous passons pour un peuple spirituel!

Maurice Aubert.

La Fin de la Dictature militaire en Allemagne

Le mouvement révolutionnaire a été attaqué par la populace, qui a réclamé le retrait des postes de garde; plusieurs soldats ont été frappés.

DES ORDRES A CASSEL
Des désordres se sont produits hier à Cassel. Une fusillade a eu lieu entre les agitateurs. Il y a eu des victimes.

UNE LUTTE ACHARNÉE
A LA GARE D'ELSLEBERT
Copenhague, 19 mars. — Un télégramme de Halle-sur-Saale, annonce que des détachements de troupes de choc de l'armée régulière, soutenus par un train blindé, ont été envoyés en toute hâte dans le voisinage d'Elslebert, où des bandes rouges armées ont été organisées. Une lutte très dure s'est engagée pour la possession de la gare. Les soldats s'en sont emparés après avoir combattu toute la nuit.

LES TROUPES CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES
Copenhague, 19 mars. — On mande de Halle-sur-Saale que des troupes ont été envoyées contre les révolutionnaires, qu'elles ont rencontrés dans le voisinage de Schelditz. Dans toute cette région, et notamment dans la vallée de la Geisel, les révolutionnaires ont constitué des bandes en armes.

COMBATS VIOLENTS A KIEL
Copenhague, 19 mars. — On mande de Hambourg que des combats violents se déroulent à Kiel, entre les troupes régulières et les étudiants d'un côté et les ouvriers de l'autre. Les ouvriers font usage de bombes, de mortiers de tranchée et de mitrailleuses, ainsi que de grenades.

Au cours de ces combats, un grand nombre de ces personnes ont été tuées ou blessées.

LES GRÈVES REPRISSE DU TRAVAIL DANS PLUSIEURS VILLES
Coblentz, 19 mars. — Le travail a été repris à Dusseldorf, à Goerlitz, à Hanovre, à Bochum, à Barmen, à Duisbourg.

A HAMBURG
Hambourg, 19 mars. — L'ordre de cessation de grève a été lancé.

Les révolutions du chancelier Bauer à l'Assemblée nationale allemande
Le chancelier rappelle notamment la visite du général von Lutwitz, qui était venu poser les conditions d'un groupe d'officiers. Le gouvernement Kapp-Lutwitz s'est bien gardé de publier ces conditions. Les voici:

Refus à l'Entente de diminuer l'effectif de la Reichswehr;
Refus de lui livrer des munitions et commencer les préparatifs de la revanche.

L'annonce de ces conditions cause dans l'Assemblée une véritable stupeur.

L'Amiral von Trotha est un personnage du même genre.

Cet amiral qui, dans la nuit décisive de vendredi à samedi dernier, avait été envoyé à Daberitz, pour observer les événements, revint en disant que tout était très calme et tranquille; lui qui prétendait servir le gouvernement, en réalité, le complice des conjurés.

Parlant de la situation de l'Empire, le chancelier déclare qu'on est actuellement le maître de la situation à peu près partout, sauf en Silésie et dans la Prusse orientale où les amis de Kapp détiennent encore le pouvoir.

Parlant de Ludendorff, M. Bauer rapporte ce qu'il a vu à Ludendorff qui, le premier, se présente en uniforme à la chancellerie, sitôt après l'occupation de celle-ci par Kapp. On possède des photographies qui en font foi.

Il s'agit maintenant de faire œuvre de justice et de châtier les hérauts qui se sont rendus coupables de haute trahison, de façon à leur ôter l'envie de recommencer. Une loi sera votée par l'Assemblée nationale, qui permettra de confisquer les biens des conspirateurs au profit de l'Empire.

Il faudra procéder sans retard à une épuration sérieuse de la Reichswehr. La politique doit être strictement exécutée de l'armée. L'Assemblée nationale s'est ajournée pour se réunir lundi, à Berlin.

L'EMPRUNT

Un appel de M^{me} Deschanel
Les journaux publient l'appel suivant de Mme Paul Deschanel, en faveur de l'Emprunt:

« Quel plus magnifique effort accompli pendant la guerre, que celui des femmes de France! Il leur reste une grande tâche à remplir pour le salut du pays, soucieuse à l'Emprunt. »

GERMAINE DESCHANEL.

Une lettre de M. François-Marsal
Voici la lettre qu'adresse à tous les Français, M. François-Marsal, ministre des Finances:

Monsieur,

La France reste meurtrie par ces quatre années d'une lutte effroyable; pour relever tant de ruines, pour compenser tant de morts, le développement de tous est indispensable et particulièrement celui de l'État agissant au pays, composé de tous les bons Français qui, par leur travail, par les affaires qu'ils dirigent, par les fonctions qu'ils occupent, jouent dans l'œuvre de la production nationale un rôle prépondérant. Vous faites partie de ce développement de la France.

L'Emprunt, dont l'émission a lieu en ce moment, est indispensable à ce relèvement.

En y apportant sa contribution volontaire et rémunérée, chacun s'emploie autant dans son intérêt personnel que dans l'intérêt de l'État. Il n'est pas possible, en effet, de séparer la chose publique de la chose privée. Il est indispensable d'assurer le crédit de l'État pour augmenter les puissances d'achat du billet de banque, faciliter les échanges commerciaux et permettre le retour progressif à un équilibre économique sans lequel la richesse des particuliers n'est qu'illusoire. Il est essentiel aussi, pour établir notre change et faire baisser le prix de tant de matières premières, de manifester aux yeux de l'étranger la confiance que nous avons dans l'avenir de notre pays.

Le seul moyen de ces améliorations ne nous est pas échappé, et que vous avez déjà soutenu aussi largement que le permettait vos ressources. Mais là ne s'arrête pas votre rôle; il consiste aussi à stimuler le zèle des timides, à déceler les ignorants et à combattre l'égoïsme aveugle de quelques-uns. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de notre pays où un seul adressé en vain au bon sens de ses enfants; une fois encore, ils savent le prouver; l'essentiel est qu'ils soient instruits, non seulement des avantages matériels et immédiats que leur procure le type de l'Emprunt, mais aussi des avantages d'ordre général que chacun retirera de son succès.

Certain que vous voudrez bien reprendre ces idées autour de vous et vous en exprimer par avance, mes remerciements au nom du pays.

FRANÇOIS-MARSAL.

A LA CHAMBRE

Le NAUFRAGE DE L'AFRIQUE.
L'INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE.
Paris, 19 mars. — La séance est ouverte à 15 h. 15, sous la présidence de M. Escudier.

Le NAUFRAGE DE L'AFRIQUE.
La suite de la discussion des interpellations sur le naufrage de l'« Afrique » est à l'ordre du jour.

M. Lamy signale qu'il serait urgent de détruire les mines qui risquent de causer de nombreux naufrages.

M. Barthélemy parle en faveur des veuves des marins.

Une intervention de M. Lambert, qui défend le Compagnon des Chargeurs réunis, et une réponse de M. Baron, déclinent un instant de tumulte.

M. Bignon, sous-secrétaire d'Etat, répond aux interpellations.

M. Bignon rend hommage à l'égoïsme de l'équipage et des travailleurs étrangers qui trouveront la mort dans ce naufrage.

Il termine en déclarant qu'il veillera à la stricte observation des règlements qui doivent assurer la sécurité de nos marins.

A son tour, M. Landry, ministre de la Marine, fait connaître les mesures de précaution prises pour éviter les catastrophes.

Après une courte intervention de M. Gougeon, la clôture est prononcée. Il y a quatre heures de jour, dont trois de conférence.

L'ordre du jour de M. Gougeon est repoussé par 165 voix contre 70; puis l'ordre de MM. Rio et Guépratte est adopté à l'unanimité de 515 voix.

DU GOUVERNEMENT
L'ordre du jour appelle la discussion d'une interpellation de M. de Kerproux sur la politique navale du gouvernement. M. de Kerproux rappelle que la nécessité de poursuivre une nouvelle politique navale, puisqu'en 1914, notre sécurité n'était pas assurée par la flotte.

M. Georges Loygues dit que la flotte française existait et qu'elle était bien montée.

L'INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE
La suite du débat est renvoyée à mardi prochain.

M. Friart d'Échepare, président de la commission de comptabilité, demande à l'ordre du jour de mardi du relèvement de l'indemnité. Cette proposition est adoptée à la presque unanimité.

M. Bonnefous propose de dicter immédiatement après, la proposition de loi tendant à réduire le nombre des députés. Cette proposition n'étant pas rapportée, M. Bonnefous est autorisé à déposer son rapport mardi et à en demander la discussion immédiate.

La séance est levée à 18 h. 45.

INFORMATIONS

L'INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE
Paris, 19 mars. — La commission de comptabilité a réuni ce matin, la question de relèvement de l'indemnité parlementaire et a approuvé à l'unanimité la proposition des auteurs portant l'indemnité à 30.000 fr. Le Président a reçu mandat de demander la discussion de la proposition à la séance de mardi prochain.

LA HAUSSE DES LOYERS
Avec plusieurs journaux parisiens nous avons reproduit le rapport de M. le propriétaire municipal qui avait été condamné à 10 ans de prison et 10.000 fr. d'amende pour hausse illicite de loyer. Le Syndicat des propriétaires de Marseille dément cette information. Nous pouvons ajouter aussi que le propriétaire illicite, accusé d'avoir porté un loyer de 500 fr. à 2.000 fr. pour une maison située à Lambert, après avoir justifié les raisons de cette hausse, a été l'objet d'un non-lieu.

LES SOUSCRIPTIONS A L'EMPRUNT
M. François-Marsal, ministre des Finances, a déclaré que des deux dernières journées ont été marquées par de grosses souscriptions, certaines personnes attendant le dernier moment afin d'éviter des pertes d'intérêts.

LA PAIX
Le Traité devant le Sénat américain
L'assistance à la France en cas d'agression allemande

Selon une dépêche de Washington, après l'adoption de la réserve sur l'article 10, les républicains ont annoncé qu'ils avaient l'intention de présenter, lors de la ratification

ON FAIT SAUTER LES BARRIÈRES

12 TUÉS ET 28 BLESSÉS
Berlin, 19 mars. — Les troupes ont fait sauter, à la mine, les barrières élevées à la Kottbuscher. L'explosion a fait 12 tués et 28 blessés parmi les émeutiers.

LES POURSUITES
Stuttgart, 19 mars. — On confirme officiellement que le gouvernement, au cours d'un moment après, un second corps suivant le procureur général de poursuivre les auteurs du coup d'Etat et a ordonné leur arrestation.

Le Gouvernement d'Empire est parti pour Berlin
Le gouvernement de l'Empire est parti pour Berlin cette nuit, aussitôt après la séance de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale y est convoquée pour lundi.

Le suicide de Lutwitz et la mort de Kapp ?
H. mande de Cologne: « Le « Koelner Tageblatt » annonce que le général de Lutwitz s'est suicidé. »

D'autre part, la « National Zeitung » publie une dépêche particulière de Berlin, suivant laquelle le directeur des téléphones de Berlin aurait annoncé la mort de l'ex-chancelier Kapp.

Une République indépendante dans le Vogtland
Copenhague, 19 mars. — Les dernières nouvelles reçues de Dresde disent qu'une République indépendante a été proclamée dans le Vogtland. Le communiste Oeltz en a été nommé président.

LES TROUBLES BAGARRES DE RUES A BERLIN
A Berlin, il y a eu des bagarres de rues. L'hôtel de ville a été attaqué; on signale deux blessés. Le bâtiment du « Vorwärts »

ON SE BAT POUR LA POSSESSION D'ESSEN

Cologne, 19 mars. — Des combats ont eu lieu pour la possession d'Essen et l'artillerie lourde bombardée. Les troupes litvoniennes, wurtembergoises et silésiennes sont en route pour les districts rhénans et westphaliens.

LA RÉPUBLIQUE DES CONSEILS PROCLAMÉE A CHEMNITZ ET A PLAUEN
Coblentz, 19 mars. — La République des Conseils a été proclamée à Chemnitz et à Plauen.

Les communistes ont été repoussés avec des pertes sérieuses à Solingen et à Elberfeld.

UN MILLIER DE MORTS A KIEL
A Kiel, la situation est grave; on parle d'un millier de morts.

UNE AGITATION EXTREMISTE EN SAXE
Londres, 19 mars. — L'Agence Reuter reçoit la dépêche suivante de Berlin: « On annonce que dans la Saxe et dans les régions avoisinantes, un mouvement de caractère extrémiste se dessine. »

UNE ECHAUFFOURÉE A BERLIN
A Berlin, dans l'échauffourée d'hier, devant l'hôtel Adlon, il y a eu 12 tués et une trentaine de blessés grièvement.

COLLISION SANGLANTE A CASSEL
Lourdes pertes
Cassel, 19 mars. — Vendredi après-midi, la foule a attaqué, en violation de l'armistice conclu, les baraquements de Cassel. La garde de sûreté et la troupe ont dispersé la foule. Les deux partis ont subi de lourdes pertes.

A la Commission des Régions libérées
Les coopératives de reconstruction
L'impôt sur le revenu

Paris, 19 mars. — La Commission des Régions libérées s'est réunie aujourd'hui, d'urgence, sous la présidence de M. de Warren, en l'absence de M. Groussier, malade, pour étudier le projet de loi sur les coopé-

La diminution du nombre des députés

Une proposition de M. Escudier
Paris, 19 mars. — M. Escudier vient de déposer une proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 2 de la loi électorale du 12 juillet 1919, article qui prévoit l'élection d'un député par 75.000 habitants ou fraction supérieure à 37.500.

M. Escudier propose de nommer un député par 100.000 habitants ou fraction supérieure à 50.000. Si cette proposition était adoptée, la réduction du nombre serait d'environ 150.

FRANCE ET VATICAN
Une motion de la « Gauche démocratique » du Sénat contre la reprise des relations
Paris, 19 mars. — Le groupe de la Gauche démocratique du Sénat a continué vendredi l'examen du projet rétablissant l'ambassade auprès du Vatican.

Après une longue discussion, les 120 membres présents ont voté à l'unanimité la motion suivante:

Le Groupe de la gauche démocratique, après un débat approfondi sur le projet de loi, a conclu qu'il ne pouvait pas donner son adhésion au rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican.

Le séjour du Roi d'Espagne à Bordeaux
Bordeaux, 19 mars. — Le roi d'Espagne s'est rendu à la clinique du docteur Mourou et est soigné l'infante Béatrix. Il a fait avec elle une longue promenade, dans un jardin de la ville.

A midi, le roi a offert un déjeuner auquel assistaient l'infante, la comtesse Del Puerto, M. Amador, président de la Guardia, M. Pelayo, maire de Bordeaux; le général de Foy-

Le Roi de Bavière et sa famille vont rentrer en Bavière

Vienna, 19 mars. — Selon le « Wiener Journal », le roi de Bavière et sa famille ont décidé de rentrer en Bavière.

UN CARGO FAIT NAUFRAGE DIX-NEUF VICTIMES
Le Havre, 19 mars. — Le cargo « Gadrin » de Marseille, allant de Nantes à Rotterdam avec du minerai de fer a sombré. Sur 23 hommes de l'équipage, quatre seulement ont été sauvés.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES DEUX MINISTRES A LILLE
L'arrivée de M. Honorat, ministre de l'Instruction publique, et de M. Brette, ministre de l'Hygiène.

On annonce que M. Honorat, ministre de l'Instruction publique, arrivera aujourd'hui samedi à Lille où il doit conférer avec les autorités universitaires et procéder à diverses inspections des locaux universitaires.

D'autre part, M. J.-L. Breton, ministre de l'Hygiène publique, viendra la semaine prochaine dans le Nord; il visitera, à Lille, dans les diverses villes du département, les installations de nos hôpitaux, et en particulier celles qui fonctionnent dans l'ancien Comité d'assistance des régions libérées.

DERNIÈRE HEURE

Les Evénements d'Allemagne

MANDATS D'ARRET CONTRE LUDENDORFF ET BAEHR
Copenhague, 19 mars. — De Berlin: Des mandats d'arrêt ont été lancés contre Ludendorff et le colonel Bauer.

Déclarations de Scheidman à l'Assemblée nationale
Stuttgart, 19 mars. — Le député Scheidman, au nom du parti socialiste, a parlé après le chancelier Bauer.

Il a déclaré que le coup de main de Berlin n'a surpris que les sourds et les aveugles. Les groupements de l'Est voulaient créer un gouvernement de spécialistes et c'est, par là même, qu'ils ont amené 50.000 soldats à Berlin, depuis des semaines, on a rassemblé des armes dans tout le pays. Ce que ces gens voulaient, c'était rétablir un régime sous lequel le roi de Prusse donnerait à la musique des junkers prussiens et où les soldats seraient, comme jadis, dépourvus de tous les droits de l'homme et du citoyen.

Puis Scheidmann a fait la déclaration suivante:

« Il est vrai que le gouvernement a négocié si peu que ce soit avec les traitres, nous demandons qu'il se retire; nous ne voulons pas d'un gouvernement de junkers, mais nous ne voulons pas davantage de celui des spartakistes. Ce que nous voulons, c'est la démocratie qui, seule, nous conduira à la réalisation du véritable socialisme. »

Durant le débat, le Président Fehrenbach relève l'unanimité avec laquelle la représentation nationale condamne les méthodes révolutionnaires.

NOUVELLES CONTRADICTOIRES
Le nouveau Cabinet
Londres, 19 mars. — On mande de Copenhague: Les négociations relatives à la réorganisa-

tion du cabinet ont abouti. M. Schiffer assurera les fonctions de chancelier. Le général Soeckel deviendrait ministre de la défense. M. Cuno, directeur de la Compagnie de navigation « Hamburg-America », prendrait le portefeuille des finances, et le comte de Bernstorff, celui des affaires étrangères.

Un ministre Scheidemann?
Une autre dépêche de Cologne dit qu'Ebert, de retour à Berlin, a chargé M. Scheidemann de former le nouveau cabinet.

Le mouvement révolutionnaire
Bruxelles, 19 mars. — On mande d'Alx-la-Chapelle, 18 mars (retardée en transmission):

A Dusseldorf, au cours des troubles d'hier soir, un grand nombre de spartakistes ont été tués.

Aux environs d'Essen, les villes de Herne, Hattingen, Gelders et Kuppertreil, sont aux mains des spartakistes qui projettent de marcher sur Essen.

Hagen et Wetter sont aux mains des spartakistes.

A Elberfeld, après un combat où les troupes régulières ont subi de lourdes pertes, le commandant de la Reichswehr et l'état-major ont dû fuir pour se réfugier à Remscheid.

A Cassel, le comité exécutif communiste s'est emparé du pouvoir; des bandes organisées s'avancent vers Meinungen, Bliesch et Erfurt.

NOUVELLE DÉMENTIE
Contrairement aux informations des journaux allemands, il n'y a eu aucune manifestation contre le quartier général de 330 corps français à Bonn.

La République des Conseils proclamée à Chemnitz et à Plauen

Coblentz, 19 mars. — La République des Conseils a été proclamée à Chemnitz et à Plauen.

Les communistes ont été repoussés avec des pertes sérieuses à Solingen et à Elberfeld.

UN MILLIER DE MORTS A KIEL
A Kiel, la situation est grave; on parle d'un millier de morts.

UNE AGITATION EXTREMISTE EN SAXE
Londres, 19 mars. — L'Agence Reuter reçoit la dépêche suivante de Berlin: « On annonce que dans la Saxe et dans les régions avoisinantes, un mouvement de caractère extrémiste se dessine. »

UNE ECHAUFFOURÉE A BERLIN
A Berlin, dans l'échauffourée d'hier, devant l'hôtel Adlon, il y a eu 12 tués et une trentaine de blessés grièvement.

COLLISION SANGLANTE A CASSEL
Lourdes pertes
Cassel, 19 mars. — Vendredi après-midi, la foule a attaqué, en violation de l'armistice conclu, les baraquements de Cassel. La garde de sûreté et la troupe ont dispersé la foule. Les deux partis ont subi de lourdes pertes.

A la Commission des Régions libérées
Les coopératives de reconstruction
L'impôt sur le revenu

Paris, 19 mars. — La Commission des Régions libérées s'est réunie aujourd'hui, d'urgence, sous la présidence de M. de Warren, en l'absence de M. Groussier, malade, pour étudier le projet de loi sur les coopé-

Un projet de taxe pour les contribuables non combattants ou non mobilisés

Paris, 19 mars. — MM. Georges Almond et Heurteaux viennent de déposer un projet de loi ayant pour but la création de nouvelles ressources fiscales, un amendement qui tend à faire supporter aux contribuables, non combattants ou non mobilisés, une charge fiscale supplémentaire. Cette taxe est prévue pour une durée correspondant à celle de la guerre et serait de 5 0/0 du montant total de l'impôt sur le revenu calculé conformément au tarif en vigueur.

Prochaine exposition coloniale
Un musée permanent des colonies
Paris, 19 mars. — Le « Journal Officiel » promulguera demain la loi relative à l'organisation d'une exposition coloniale internationale à Paris en 1925, comportant la création d'un musée permanent des colonies.

Une protestation de la « Confédération nationale du Travail » contre un manifeste de la C.G.T.
Paris, 19 mars. — La « Confédération nationale du Travail » a fait placarder sur les murs de Paris une affiche protestant contre le récent manifeste de la C.G.T. qui exigeait le maintien de la loi de 8 heures, le retrait du projet sur l'arbitrage obligatoire, l'amnistie intégrale et perpétuelle, que tous les classes ouvrières ont été traités à appuyer ses revendications sociales par l'action.

Le débris de la famille du Tsar

On retrouve la grande-duchesse Olga
Washington, 19 mars. — On annonce que le personnel de la Croix-Rouge américaine a découvert, près de Novoross, sur la Mer Noire, la grande-duchesse Olga, sœur de l'ancien Tsar, et quelques autres personnes, qui sont actuellement hébergées dans un wagon.

Le Roi de Bavière et sa famille vont rentrer en Bavière
Vienna, 19 mars. — Selon le « Wiener Journal », le roi de Bavière et sa famille ont décidé de rentrer en Bavière.

UN CARGO FAIT NAUFRAGE DIX-NEUF VICTIMES
Le Havre, 19 mars. — Le cargo « Gadrin » de Marseille, allant de Nantes à Rotterdam avec du minerai de fer a sombré. Sur 23 hommes de l'équipage, quatre seulement ont été sauvés.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES DEUX MINISTRES A LILLE
L'arrivée de M. Honorat, ministre de l'Instruction publique, et de M. Brette, ministre de l'Hygiène.

On annonce que M. Honorat, ministre de l'Instruction publique, arrivera aujourd'hui samedi à Lille où il doit conférer avec les autorités universitaires et procéder à diverses inspections des locaux universitaires.

D'autre part, M. J.-L. Breton, ministre de l'Hygiène publique, viendra la semaine prochaine dans le Nord; il visitera, à Lille, dans les diverses villes du département, les installations de nos hôpitaux, et en particulier celles qui fonctionnent dans l'ancien Comité d'assistance des régions libérées.

Le débris de la famille du Tsar

On retrouve la grande-duchesse Olga
Washington, 19 mars. — On annonce que le personnel de la Croix-Rouge américaine a découvert, près de Novoross, sur la Mer Noire, la grande-duchesse Olga, sœur de l'ancien Tsar, et quelques autres personnes, qui sont actuellement hébergées dans un wagon.

Le Roi de Bavière et sa famille vont rentrer en Bavière
Vienna, 19 mars. — Selon le « Wiener Journal », le roi de Bavière et sa famille ont décidé de rentrer en Bavière.

UN CARGO FAIT NAUFRAGE DIX-NEUF VICTIMES
Le Havre, 19 mars. — Le cargo « Gadrin » de Marseille, allant de Nantes à Rotterdam avec du minerai de fer a sombré. Sur 23 hommes de l'équipage, quatre seulement ont été sauvés.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES DEUX MINISTRES A LILLE
L'arrivée de M. Honorat, ministre de l'Instruction publique, et de M. Brette, ministre de l'Hygiène.

On annonce que M. Honorat, ministre de l'Instruction publique, arrivera aujourd'hui samedi à Lille où il doit conférer avec les autorités universitaires et procéder à diverses inspections des locaux universitaires.

D'autre part, M. J.-L. Breton, ministre de l'Hygiène publique, viendra la semaine prochaine dans le Nord; il visitera, à Lille, dans les diverses villes du département, les installations de nos hôpitaux, et en particulier celles qui fonctionnent dans l'ancien Comité d'assistance des régions libérées.